

Print

Manipulation en Turquie

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 20 juillet 2016

El-Watan

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/manipulation-en-turquie/5536825>



Le président Erdoğan est issu de la Millî Görüş, une milice islamiste qui soutenait les jihadistes en Russie dans les années 90 et ourdit un coup d'État en 1999.

En 2003, Recep Tayyip Erdoğan est devenu Premier ministre d'un État membre de l'Otan.

En 2011, le gouvernement Erdoğan a signé un traité secret avec la France l'impliquant dans les guerres contre la Libye et la Syrie en échange du « droit » d'expulser sa population kurde vers un État qui serait créé pour l'occasion.

En 2012, le président Erdoğan a pris la succession du prince Bandar bin Sultan dans la coordination des réseaux jihadistes.

En 2013, le président Erdoğan a pris la succession de l'émir Hamad du Qatar dans le parrainage des Frères musulmans. Puis, il a installé à Izmir le Commandement joint des forces terrestres de l'Otan, le LandCom, qui coordonne la guerre contre la Syrie.

En 2014, le gouvernement Erdoğan a participé à la transformation de l'Émirat islamique en Irak en lui apportant les 80 000 combattants de la confrérie irakienne des Naqchbandis —qui avait créé la Millî Görüş turque—.

Aussi, la tentative de le renverser est-elle apparue comme la fin de la guerre contre la Syrie. Pourtant, elle aurait simplement désorganisé la coalition internationale le temps nécessaire à ce que les différentes fonctions du président Erdoğan soient attribuées à d'autres leaders.

Les militaires du 16 juillet ont été trahis de l'intérieur : aucune des personnalités du régime n'a été arrêtée, ni Hakan Fidan, ni Recep Tayyip Erdoğan. Ceux qui ont pris les locaux de la télévision nationale, la TRT, ont eu beau annoncer qu'ils contrôlaient le pays, aucun des objectifs stratégiques n'avait été visé. Il y a eu beaucoup de rumeurs, mais aucune trace de coup, sinon ceux de l'attaque contre les bâtiments vides de la Grande Assemblée nationale ; des traces qui apparaissent désormais comme une mise en garde des députés.

Aucun leader du putsch n'a pris contact avec l'opposition pour l'associer au nouveau régime, si bien que celle-ci, effrayée à l'idée du retour possible d'une dictature militaire, s'est rangée au côté de son ennemi, l'AKP.

Avant même la fin de la tentative, les hommes du président Erdoğan arrêtaient les officiers de la gendarmerie qui s'étaient opposés à lui et qui n'étaient aucunement impliqués dans le coup. Une fois celui-ci terminé, ils ont non seulement arrêté les putschistes, mais aussi plus de 7 000 autres personnes, limogé plus de 8 000 fonctionnaires, suspendu 2 700 magistrats et le vice-président de la Cour constitutionnelle dont les noms attendaient depuis longtemps au Palais blanc. La grande purge des disciples de Fethullah Gülen se poursuit.

Les États-Unis semblent les plus surpris par cette trahison. Après avoir sollicité l'ancien président Abdullah Gül, puis un magistrat, comme possibles successeurs du président, ils ont soutenu le Parti démocratique des Peuples (HDP) lors des élections truquées de novembre 2015, et récemment un magistrat. À l'évidence, ils étaient informés à l'avance du coup et s'en réjouissaient. La France, également au courant, avait fermé son ambassade et son consulat le 13 juillet au soir.

Ayant désormais anéanti ses oppositions, le président Erdoğan peut continuer sans encombre à conduire son pays dans la voie du sultan Abdühamid II et des Junes Turcs : le nettoyage ethnique.

Thierry Meyssan

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Thierry Meyssan, El-Watan, 2016